

POURQUOI LES DIFFÉRENTS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT PRODUISENT-ILS DES RÉSULTATS MITIGÉS EN RD CONGO ?

Les Congolais habitent un pays dont les limites géographiques, le réseau hydrographique, le sol, le sous-sol, le ciel et le rayonnement solaire ont été créés, lentement mais sûrement, pour former un pays de rêves. De très grands rêves¹.

Alain NZADI-A-NZADI, S.J.,
Chercheur en littératures francophones.
Directeur du CEPAS et Rédacteur en Chef de Congo-Afrique.
nzadialain@gmail.com

La RD Congo est un pays dont les ressources naturelles font baver. Du sol au sous-sol, en passant par le réseau hydrographique garni de rivières, de (grands) lacs et du majestueux fleuve Congo qui traverse le pays de part en part, la RD Congo est véritablement bénie.

Pour transformer ce potentiel en richesses réelles, le pays a initié, depuis son accession à l'indépendance le 30 juin 1960, plusieurs programmes de développement. En effet, du Congo/Zaire de Joseph-Désiré Mobutu, avec son « Plan Mobutu »² dans les années soixante-dix et au-delà, à la RD Congo de Félix-Antoine Tshisekedi, avec son « Programme de développement local des 145 territoires du pays (PDL-145T) »³, en passant par le « Plan national stratégique de développement (PNSD) » de Joseph Kabila vers la fin de son mandat⁴, l'on ne compte plus les projets qui sont supposés arracher la RD Congo à l'horreur du sous-développement et de la misère généralisée.

Cependant, au regard du visage actuel du pays, après tous les ambitieux programmes de développement souvent initiés à coups des centaines

1 KASONGO-NUMBI, cité par Daniel MUKOKO SAMBA, *Guérir le Congo du mal zaïrois*, Louvain-La-Neuve, Academia, 2021, p. 12.

2 Le « Plan Mobutu » fut lancé en 1977 par le Président Mobutu. Il visait à relancer l'économie du pays à travers plusieurs axes d'intervention, notamment les infrastructures et le développement des zones rurales. Cf. *Zaire-Afrique* n°117, août-septembre 1977, pp. 447-452.

3 Initié en décembre 2021 par le Président de la République, le PDL-145T a l'ambition de stimuler le développement économique et social dans les zones rurales et moins développées du pays, en s'attaquant aux inégalités régionales et en améliorant les conditions de vie des populations.

4 Le PNSD a été lancé en 2016 sous la présidence de Joseph Kabila. Ce plan s'était fixé pour objectif de faire de la RD Congo un pays développé à l'horizon 2050. Cf. D. MUKOKO SAMBA, *Guérir le Congo du mal zaïrois*, Louvain-La-Neuve, Academia, 2021, pp. 225-228.

des millions de dollars américains, on peut s'interroger sur les raisons d'une telle déconvenue. Qu'est-ce qui n'a pas marché ? Pourquoi les différents programmes de développement peinent-ils à être menés à bonne fin ?

Examinons quelques déficiences dont les réponses adéquates peuvent contribuer à rectifier le tir à l'avenir et inscrire le pays sur la voie du développement durable.

1) Un diagnostic amer : plans de développement ou moyens déguisés d'enrichissement illicite des élites politiques ?

Quand on examine de plus près la plupart des plans de développement lancés par les gouvernements successifs de la RD Congo, une question cruciale ne cesse de hanter notre mémoire : les différents plans lancés ont-ils réellement eu pour but le développement du pays ou ont-ils simplement été des mécanismes déguisés de détournement des deniers publics ?

En effet, on a souvent observé un hiatus béant entre les objectifs affichés par les différents plans de développement et la réalité sur le terrain de l'exécution. Tous les plans ont eu des objectifs très ambitieux : diversification économique, amélioration des infrastructures, développement rural, gouvernance, etc. Ainsi, sur le papier, ces initiatives semblaient viser un véritable progrès et sonner le glas de la misère paradoxale d'un « peuple habitant un pays de rêves ». Elles ont souvent fait rêver les Congolais ; mais un rêve qui s'est rarement transformé en réalité, étant donné les résultats mitigés auxquels ont abouti la plupart des projets. Deux exemples peuvent étayer ce constat.

a) Le « Plan Mobutu » de la fin de la décennie soixante-dix

Après quelques années fastes ayant suivi la prise du pouvoir par Mobutu en 1965, l'économie congolaise (zaïroise) a commencé à tanguer dans la deuxième moitié de la décennie soixante-dix, dans un contexte mondial tout aussi précaire. Verhaegen dresse un portrait critique de la situation socioéconomique du pays :

La paysannerie peut de moins en moins subvenir aux besoins alimentaires de la population, tandis que la production agricole d'exportation ne progresse pas. L'exode rural continue, et dans les régions les plus pauvres ou les plus difficiles d'accès, les paysans se replient sur une économie de subsistance ; le chômage total ou déguisé parmi la population urbaine ne cesse de croître ; il touche de plus en plus les couches professionnelles productrices ou qualifiées : universitaires diplômés, cadres techniques, travailleurs qualifiés, artistes...⁵

Face à cet état des choses, il fallait vite réagir pour remettre le pays sur les rails du développement. Ainsi, lancé en grande pompe en 1977, le

5 B. VERHAEGEN, « Les safaris technologiques au Zaïre (1970-1980 », cité par D. MUKOKO SAMBA, *Guérir le Congo du mal zaïrois*, Louvain-La-Neuve, Academia, 2021, p. 132.

« Plan Mobutu »⁶ avait les ambitions d'un mini « Plan Marshall »⁷ pour arracher le Zaïre aux griffes du sous-développement dû à l'effondrement économique dont les conséquences devenaient de plus en plus intenable. Dans sa conception, le Plan tombait donc à point nommé.

Cependant, à cause de la corruption quasi généralisée, une grande partie des fonds alloués aux différents axes d'intervention dudit Plan fut détournée par les dignitaires du régime, sapant par voie de conséquence l'efficacité de cet ambitieux projet. Par ailleurs, utilisant une approche « top-down », les décisions étaient prises sans consultation des populations locales, conduisant inéluctablement à un décalage entre les initiatives proposées et les besoins réels des communautés locales.

Plusieurs décennies plus tard, l'on peut effectivement affirmer que les résultats du « Plan Mobutu » furent extrêmement mitigés. L'on a plutôt constaté un enrichissement scandaleux d'une aristocratie dont l'écart de niveau social n'a fait que croître au fil des ans et des programmes de développement qui ont suivi.

b) Le Programme de Développement Local des 145 territoires de la RD Congo (PDL-145T)

Pour répondre à un besoin pressant de développement équilibré à travers le pays et extirper plus de 25 millions de Congolais de l'extrême pauvreté, le Président Félix-Antoine Tshisekedi a, depuis fin 2021, lancé un ambitieux programme de développement local qui se chiffre à plus d'un milliard de dollars américains. Jean-Paul Kumakete analyse, dans cette livraison, certaines insuffisances dudit programme, notamment la logique égalitariste de son financement, une philosophie que l'auteur trouve non équitable et moins adaptée aux objectifs du programme qui sont : améliorer l'accès des populations des territoires ruraux aux infrastructures et services socioéconomiques de base, en vue de désenclaver les territoires et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des habitants ; promouvoir le développement des économies rurales et des chaînes de valeur locales, dans l'objectif d'améliorer la productivité, d'augmenter les revenus des ménages ruraux et d'assurer la sécurité alimentaire ; renforcer les capacités de gestion du développement local, en vue d'une bonne gestion du développement local et d'autonomiser les communautés locales ; développer un système géoréférencé de suivi, à même de renseigner sur le progrès du programme⁸.

Au stade actuel de l'exécution de cet ambitieux programme, il est difficile, pour ne pas dire illusoire, de prévoir, à terme, des résultats satisfaisants de ce énième plan de développement. En effet, l'opinion publique a encore en mémoire la débâcle des projets précédents initiés par le Président

6 On peut lire avec intérêt D. MUKOKO SAMBA, *Guérir le Congo du mal zaïrois*, Louvain-La-Neuve, Academia, 2021, pp. 131-148.

7 Cf. D. MUKOKO SAMBA, *Guérir le Congo du mal zaïrois*, Louvain-La-Neuve, Academia, 2021, p. 136.

8 Cf. J.P. KUMAKETE BUNDJEMBO, « Le PDL-145T et les inégalités de développement régional en RD Congo. Essai d'une analyse de la concentration du financement », in *Congo-Afrique* n°592 (février 2025), pp. 121-139.

Tshisekedi depuis son élection en 2018, notamment le « Projet des cent jours » et le « Projet Tshilejelu » qui ont fait parler d'eux plus par les procès de détournements colossaux que par leurs réalisations effectives. C'est dire combien le PDL-145T risque de connaître le sort de ses prédécesseurs, qui n'ont jamais produit d'effets véritablement probants sur le terrain.

D'ailleurs, plusieurs critiques sont déjà émises pour dénoncer la manière dont certains marchés ont été octroyés et le caractère souvent bâclé des travaux déjà réalisés jusqu'ici, trois ans après le lancement du programme. Sans faire un procès d'intention aux initiateurs du programme et à ceux qui l'exécutent, autant déjà dire que les résultats attendus seront encore extrêmement mitigés.

2) Pourquoi ces échecs répétés ?

Que ce soit le Zaïre de Mobutu ou le Congo de ses trois successeurs (Laurent-Désiré Kabila, Joseph Kabila et Félix-Antoine Tshisekedi), le constat est presque le même : les plans de développement ne produisent presque jamais de résultats escomptés ; ils produisent plutôt une aristocratie dont le mode de vie est aux antipodes du niveau social de la majorité de la population.

Au regard du retard de développement que le pays connaît actuellement, malgré les initiatives de planification qui jonchent son histoire depuis son indépendance, Mukoko Samba s'interroge à juste titre : « Pourquoi l'exercice de planification s'est-il toujours soldé par la production d'un plan-document sans aucune exécution, et ce, malgré l'existence quasi permanente d'un ministère du plan au niveau central et au niveau provincial ? Comment expliquer qu'une élite dirigeante se complaise à aligner des promesses et des vœux sans qu'elle soit capable de coordonner les politiques publiques qui transforment ces vœux en réalité ? [...] Pourquoi les dirigeants congolais n'ont-ils pas été capables de bâtir un consensus sur le devenir du pays ? »⁹

De mon point de vue, sans vouloir paraître trop simpliste dans cette analyse, les raisons des échecs répétés des différentes planifications du développement sont presque les mêmes : conception mercantiliste du pouvoir politique (celui-ci ressemble à une mangeoire) ; volonté politique déficitaire ; planification inadaptée aux réalités locales ; manque de continuité de l'État (le gouvernement qui succède à l'autre a souvent eu tendance à vouloir réinventer la roue, faisant table rase des processus de planification antérieurs) ; mécanismes de contrôle insuffisants, complaisants ou carrément inféodés aux politiques ; corruption quasi généralisée ; irresponsabilité quasi collective des citoyens congolais concernant le devenir de leur nation ; etc.

Face à ce sombre tableau, il va sans dire qu'il faut rectifier le tir pour que les ressources abondantes du pays soient transformées en richesses réelles et que prenne enfin forme « le pays de grands rêves » constamment ressassé par les discours politiques depuis des décennies. ■

9 D. MUKOKO SAMBA, *op. cit.*, p. 227.